

« mandants des régiments une liste des officiers qui ont fui, pour qu'ils soient immédiatement cassés. »

Cet article est si clair et si net; il concordait tellement avec les résultats obtenus par nous, avec les renseignements fournis par les populations du pays, et le témoignage d'un étranger qui se trouvait parmi les Prussiens, constatant tous que des corps ennemis avaient été vus, le 3 au soir et le 4, s'éloignant du champ de bataille en grand désarroi, dans les directions de Saint-Quentin, de Péronne et d'Amiens, que j'ai cru pouvoir donner ce document comme sérieux et exact.

Mais, du moment que le général von Gœben affirme n'avoir pas fait un tel ordre du jour, ce n'est pas moi qui douterai de la véracité d'un adversaire qui, personnellement, s'est toujours montré loyal et plein de courtoisie, et je déclare m'en rapporter à sa parole.

Quant à ses appréciations sur la bataille, je ne saurais les accepter.

J'établirai simplement des faits.

Le 2 janvier, les Prussiens, avec plus de quatre-vingts pièces de canon, occupaient tout autour de Bapaume les villages d'Achiet-le-Grand, Béhagnies, Sapignies, Bihucourt-Mory, Bournâtre, Favreuil, Grevillers, Biefvillers, Avesnes et Tilloy.

Dans les journées du 2 et du 3, tous ces villages

furent successivement enlevés par les têtes de colonne de l'armée française, après une lutte acharnée, comme cela est raconté dans ma relation. Les Prussiens laissèrent sur le terrain des morts et des blessés en grand nombre.

Le 3, à la nuit, j'arrêtais mes troupes dans les faubourgs de Bapaume. Il ne se trouvait plus dans cette ville que quelques centaines de Prussiens, sans artillerie.

Si nous étions entrés dans la ville et que les Prussiens eussent voulu se défendre dans les étages des maisons, la ville eût été inévitablement incendiée, ce que je voulais éviter.

Cette même nuit, pendant que l'armée française couchait dans les villages conquis, les Prussiens évacuaient Bapaume.

Le matin du 4, l'armée française, pour se refaire, allait chercher des cantonnements à six kilomètres en arrière; elle n'entra à Bapaume que deux jours après.

Maintenant admettons des pertes égales de part et d'autre, environ douze cents hommes tués ou blessés de chaque côté, et l'on avouera que, si les Prussiens ont le droit de crier victoire chez eux, nous avons bien le droit d'en faire autant chez nous, sans qu'on vienne nous contredire.

Veillez agréer, etc.

CHAPITRE XV

SIÈGE DE PARIS (du 1^{er} au 19 janvier 1871).

Bombardement des forts. — Les obus tombent dans la ville. — Proclamation du gouvernement. — Proposition de Delescluze. — Les délégués des vingt arrondissements de Paris. *L'offiche rouge*. — Réponse du gouverneur de Paris. — Démission de Delescluze et de ses adjoints. — Physionomie de Paris pendant le bombardement. — Bombardement des hôpitaux et des musées. — M. Jules Favre et la conférence de Londres. — La dernière sortie. — Préparatifs militaires. — Proclamation du gouvernement. — Bataille de Buzenval (19 janvier). — Dépêches officielles. — Admirable attitude de la garde nationale. — Les morts de Buzenval : Henri Regnault, Gustave Lambert, etc. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Avec l'année 1871 commence l'empire d'Allemagne réédité et tiré, tout poudreux, du fond du moyen âge. Le César germanique teignait maintenant sa pourpre dans un sang nouveau.

Le bombardement des forts de Paris, commencé à la fin de décembre 1870, fut continué par les Prussiens avec une certaine intensité pendant les premiers jours de janvier 1871. Tout d'abord les projectiles ennemis ne causaient que peu de dommage sur ces forts et sur les villages environnants; mais les obus devinrent, vers le 3 janvier, assez fréquents et assez bien dirigés. Sur le seul fort de Nogent il tombait, ce jour-là, 600 obus. Le rapport officiel français sur cette journée affirme que nul effet, sauf de légers dégâts, ne fut produit par ces projectiles : un seul homme fut blessé légèrement. Ce même jour, le commandant des éclaireurs de la Seine, Poulizac, tentait en avant de Grosly une petite expédition qui réussissait; un poste de soldats prussiens de la garde était surpris, quelques-uns de ses hommes tués et six ramenés prisonniers. *L'Avenir national* disait alors, avec raison, que c'était par des opérations semblables, si minimes qu'elles fussent, qu'on devait fatiguer, inquiéter sans cesse l'ennemi et tenir nos soldats en haleine. Le 4 janvier, Montreuil, Bondy, tous les forts de l'est étaient canonnés avec vivacité. Le fort de Nogent recevait, cette fois, plus de 1,200 obus. Bientôt ce bombardement allait redoubler d'intensité et les Prussiens mêmes ne devaient plus se contenter de lancer leurs obus sur nos positions fortifiées, ils allaient traiter Paris comme ils avaient traité Strasbourg, Belfort et Mézières, et faire payer à la population civile la résistance des défenseurs militaires.

Issy, Vanves, Montrouge, — que le général Trochu craignait de voir bombardés dès le 15 septembre, —

furent couverts d'obus dans la journée du 5 janvier. Des pièces de gros et de petit calibre faisaient feu à la fois et on recueillait sur nos positions bombardées des obus qui n'avaient pas éclaté et qui mesuraient 22 centimètres de diamètre et 55 centimètres de hauteur. Depuis le 29 décembre, les casemates du fort de Rosny étaient traversées; de huit heures du matin à six heures du soir près de 2,000 projectiles s'étaient abattus sur l'enceinte, l'escarpe et la contrescarpe (1). Nos redoutes des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet avaient en même temps leur part de projectiles, mais c'est ce jour-là que Paris allait recevoir le baptême du feu.

Les batteries prussiennes, installées au plateau de Châtillon d'un côté, au moulin d'Orgemont de l'autre, pouvaient facilement atteindre, quoi que pussent dire les optimistes, au cœur même de Paris. L'Allemagne, impatiente de voir finir la guerre et profondément irritée de la résistance de cette ville qu'elle nommait avec Guerrazzi le *Temple de la volupté*, ou encore la *Babylone moderne*, l'Allemagne avait maintes fois, avec énergie, réclamé le bombardement de Paris. On prêtait à la piété de la reine Augusta le retard apporté par les chefs allemands dans cette œuvre de destruction et de mort. M. de Bismarck avait même, paraît-il, plusieurs fois répété à des étrangers qu'il ne bombarderait point Paris et laisserait à la famine le soin d'ouvrir à l'armée allemande les portes de la ville assiégée.

Mais ce siège cruel par la disette et la faim finit par trop se prolonger, au gré du roi Guillaume, et, le 5 janvier au matin, Sa Majesté adressait pieusement à la reine cette dépêche, dont la dure précision fait contraste, cette fois, avec tant d'autres dépêches en apparence attendries :

(1) Hermann Robolsky. Voy. le *Siège de Paris raconté par un Prussien*.

Versailles, 5 janvier 1871.

Depuis neuf heures a commencé le bombardement des forts du sud de Paris, par une superbe journée d'hiver, sans vent ni neige, mais avec 9 degrés de froid.

GUILLAUME.

Ce n'était pas seulement le bombardement des forts du sud qui commençait par ce beau temps dont parlait le roi Guillaume, c'était aussi celui de Paris lui-même. Des obus tombaient, pour la première fois, le 5 janvier, dans le quartier Saint-Jacques, mais sans y porter le moindre trouble et le moindre effroi. Que si les Prussiens avaient espéré terrifier la population par cette nouvelle rigueur, ils se trompaient étrangement. Paris bombardé demeurait insensible, ou plutôt il se montrait pour ainsi dire joyeusement fier du nouveau danger qu'il courait. Il y eut bien un moment de panique, puis la curiosité prit le dessus, et tandis que les habitants des quartiers où tombaient les obus gagnaient l'intérieur de Paris, les pauvres gens en traînant sur un haquet ou une voiture à bras leurs matelas et leurs hardes, les autres, au contraire, allaient assister, comme à un spectacle, au bombardement de Montparnasse et de Montrouge (1).

Paris avait reçu déjà environ 200 bombes, dont quelques-unes brisaient les pierres des tombes dans le cimetière Montparnasse. Du côté d'Auteuil, le bombardement était violent aussi, et les projectiles ennemis y faisaient des dégâts considérables. Le gouvernement voulut prévenir l'effroi qui pouvait (il le croyait du moins, mais bien à tort) s'emparer de la population; il fit afficher aussitôt la proclamation suivante :

(1) L'esprit de résistance s'affirmait alors par la proclamation du gouvernement au 1^{er} janvier, et celle de la commission des barricades (même date.) Voici la fin de ce dernier document :

« ... Il a paru utile à la commission des barricades de faire appel au patriotisme de tous et d'inviter chaque ménage à préparer, dès maintenant, comme mesure de prévoyance, deux sacs à terre qui seraient livrés au premier avis de la commission, et serviraient, concurremment avec les pavés, à couvrir en quelques heures Paris de barricades ou à réparer les brèches.

« Tout sac à terre doit avoir 70 centimètres de longueur sur 35 centimètres de largeur, de façon à être facilement transportable. La toile peut en être grossière et le prix en serait minime (65 centimes au plus) pour les citoyens qui n'aimeraient pas mieux les fabriquer eux-mêmes.

« Dans les circonstances présentes, il est de notre devoir de nous tenir prêts à tout événement et de nous assurer contre l'inconnu. Le peuple sait bien qu'il a, dans les membres de la commission des barricades, des hommes décidés à défendre Paris pied à pied, à ne jamais rendre à l'ennemi de notre patrie cette citadelle du droit et de la liberté républicaine!

« Les membres de la commission des barricades :

Henri ROCHFORT, président ; — Jules BASTIDE, vice-président ; — V. SCHLCHER ; — ALBERT, membre du gouvernement provisoire de 1848 ; — MARTIN-BERNARD ; — Charles FLOQUET ; — A. DRÉO ; — COURNET. »

Jeudi soir, 5 janvier. — « Le bombardement de Paris est commencé!

« L'ennemi ne se contente pas de tirer sur nos forts, il lance des projectiles sur nos maisons, il menace nos foyers et nos familles.

« Sa violence redoublera la résolution de la cité qui veut combattre et vaincre.

« Les défenseurs des forts couverts de feux incessants ne perdent rien de leur calme, et sauront infliger à l'assaillant de terribles représailles.

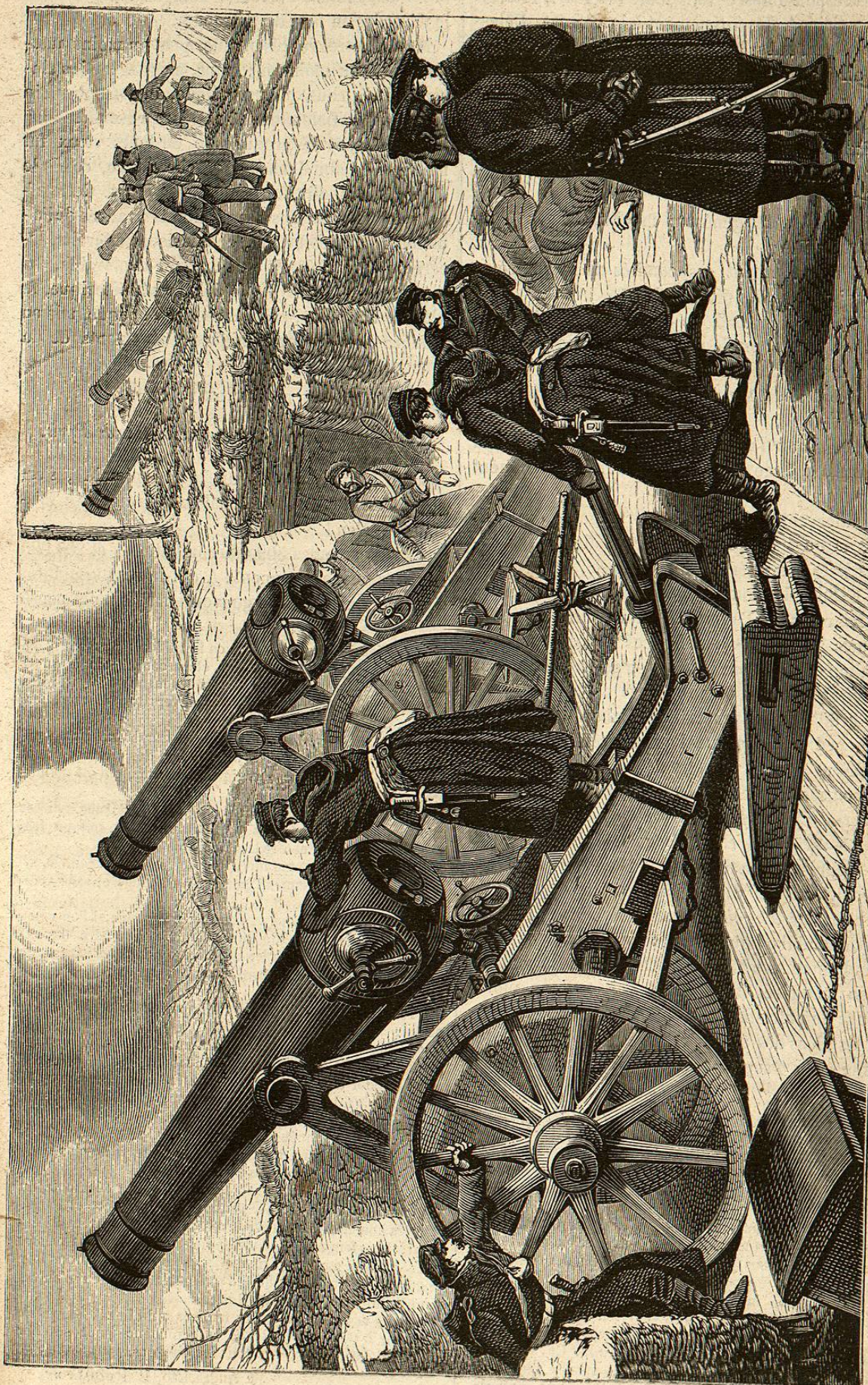
« La population de Paris accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. L'ennemi croit l'intimider, il ne fera que rendre son élan plus vigoureux. Elle se montrera digne de l'armée de la Loire, qui a fait reculer l'ennemi, de l'armée du Nord, qui marche à notre secours.

« Vive la France ! Vive la République !

« Les membres du gouvernement. »

Nous avons souligné dans cette proclamation tout ce qui est devenu, par la suite, ironique et triste ; le gouvernement, déjà inquiet sur la conclusion de ce siège que M. Trochu appelait au début une « héroïque folie », entretenait encore des illusions qui allaient devenir, avant peu, des déceptions atrocement douloureuses. Il promettait à Paris la victoire, il menaçait l'ennemi de représailles terribles, il nous montrait Chanzy vainqueur et Faidherbe en marche vers la capitale. Sans doute il fallait bien dorénavant à la population anxieuse, mais alors ne fallait-il pas en même temps, et dès ces premiers jours de bombardement, mettre à profit la colère de Paris pour tenter une opération qu'on n'essaya que quinze jours plus tard, le 19 janvier ?

A ce moment, l'ardeur du combat qui animait les Parisiens était à son comble et peut-être l'élan, dont parlait le gouvernement dans sa proclamation, eût-il été doublé par la pensée que les Allemands bombardaient maintenant les enfants et les femmes. Lorsque les gardes nationaux de garde hors des murs entendaient siffler par-dessus leurs têtes les projectiles qui allaient s'abattre sur les maisons où ils avaient laissé leur famille, une aveugle rage s'emparait d'eux et ils parlaient de courir incontinent, et sans ordres, sur l'ennemi. Il faut avouer que jamais Paris ne fut si irrité contre l'Allemagne qu'à cette heure *psychologique* du bombardement. Cette irritation rejaillissait même jusque sur le gouvernement de la défense. Déjà, à la fin de décembre 1870, le 30, dans la réunion des maires que présidait M. Jules Favre, Delescluze avait lu contre le gouverneur de Paris et ses collègues un réquisitoire foudroyant, contre lequel avaient protesté deux de ses collègues, MM. Dubail et Vacherot. La catilinaire de Delescluze permit du moins à M. Tirard de réclamer pour les maires, morale-



LE SIÈGE DE PARIS. — Batterie prussienne bombardant Paris.

ment responsables devant leurs électeurs, le droit de participer plus intimement à la défense. Delescluze devait laisser passer quelques jours avant de revenir à son projet, mais le 4 janvier, dans une nouvelle réunion des maires, récapitulant une fois encore les fautes de la défense de Paris, il conclut en demandant, au nom du salut de la patrie, l'adoption immédiate et sans réserve des mesures ci-après :

« Démission des généraux Trochu, Clément Thomas et Le Flô ;

« Renouveau des comités de la guerre et rajeunissement des états-majors ;

« Renvoi au conseil de guerre des généraux et officiers de tout grade qui prêchent le découragement dans l'armée ;

« Mobilisation successive de la garde nationale parisienne ;

« Institution d'un conseil suprême de défense où l'élément civil ne soit plus subalternisé à l'élément militaire ;

« Intervention directe et permanente de Paris dans la question de ses propres affaires si intimement liées aux intérêts de la défense ;

« Enfin, adoption de toute mesure de salut public, soit pour assurer l'alimentation de Paris, soit pour adoucir les cruelles souffrances imposées à la population de Paris par l'état de siège, et aussi par la regrettable incurie du pouvoir. »

A la fin de cette proposition, d'abord tardive, ensuite peu pratique que l'auteur retira lui-même bientôt et qui finit par être définitivement écartée, Delescluze s'écriait : « *Etsurtout, pas de manifestations violentes ! Ce n'est pas le désordre qui doit présider au salut de notre noble cité et de la République.* » A Paris, qui, depuis quatre mois, a donné de si merveilleux exemples de son esprit politique, de montrer de nouveau que le droit n'a pas besoin du secours de la force quand il a pour lui la conscience de deux millions d'hommes. » En ajoutant ce sage avertissement à son mémoire, Delescluze faisait tout au moins preuve de patriotisme, et s'il partageait et accueillait les idées des adversaires les plus acharnés des hommes du 4 septembre (1), au moins déconseil-

(1) Voici comment s'exprimait une collaboratrice de Delescluze, une femme, écrivain d'un talent sec, dont le nom devait plus tard se trouver mêlé aux troubles publics. Cette pièce fut insérée dans le *Réveil* du 1^{er} novembre. Ce réquisitoire contient tous les griefs reprochés au gouvernement de septembre :

« Deux longs mois, deux siècles dans les circonstances extrêmes où nous sommes, ont surabondamment prouvé l'incapacité des hommes qui ont pris la direction des affaires publiques. »

« Ils ont laissé la France aux mains des bonapartistes. Les maires, les commissaires, tous les honteux magistrats qui sous l'empire égaraient et enchaînaient les populations, sont restés en possession de leurs pouvoirs. Ce qui devait arriver a eu lieu. Empoisonnée par les mêmes influences, garrottée des mêmes liens, la province ne s'est pas soulevée. »

lait-il absolument l'émeute, l'emploi de la force et le désordre en face de l'étranger.

Mais d'autres représentants, plus ou moins autorisés, plus ou moins inconnus, plus ou moins sincères, de la cause démocratique, allaient plus loin que Charles Delescluze dans leurs revendications immédiates, et le programme de leurs vœux fut nettement défini dans une affiche rouge, collée le 6 janvier au matin sur les murs de Paris. Cette affiche, blâmée par des représentants avancés de l'opinion républicaine, fut, en plusieurs endroits, lacérée et arrachée. Elle fit un effet déplorable. On remarquera, au bas de ce document historique, la plupart des noms, obscurs à cette époque, mis en lumière par les dramatiques événements de la Commune.

AU PEUPLE DE PARIS,

Les délégués des vingt arrondissements de Paris.

« Le gouvernement qui, le 4 septembre, s'est chargé de la défense nationale a-t-il rempli sa mission ? — Non !

« Nous sommes 500,000 combattants et 200,000 Prussiens nous étreignent ! A qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent ? Ils n'ont pensé

Le Prussien insolent la dévore en la raillant; Strasbourg n'a pas été secouru; Metz n'a pas été secouru; tandis qu'on envoyait de vieux serviteurs des cours mendier la pitié des rois, on contenait l'élan de Paris; on versait de l'eau au lieu de feu, des larmes au lieu de sang.

« On a conservé les pourritures monarchiques; on a paralysé toutes les forces vives; l'initiative des citoyens, leurs efforts en faveur d'une énergique résistance, ont été opiniâtrement entravés.

« Ces mêmes comités militaires, cette intendance, qui ont eu si grande part dans nos premiers désastres, ont pu travailler sans relâche contre la défense de Paris.

« Aujourd'hui comme hier, nos soldats sont décimés, affamés, conduits à l'ennemi par petites bandes et sans artilerie.

« Il fallait des canons et des fusils. A peine si l'on commença, sous la contrainte du cri public, à fondre des canons, et l'on oublie dans les magasins et dans les gares ceux qu'on possède et l'on enterre ceux qui seraient le plus redoutables à l'ennemi !

« Imbécillité ? Trahison ? Ou n'importe ? Le résultat est le même.

« L'épreuve enfin est-elle suffisante ? A-t-on assez attendu ? Tous ici, dans cette formidable épreuve, nous en sommes pour notre vie, pour nos intérêts les plus chers. Il ne s'agit plus de calme, de convenance et de longanimité, vertus bonnes pour des temps paisibles.

« ... Que ces honnêtes gens rentrent dans la vie privée, laissant à de plus jeunes, à de plus énergiques, à de plus convaincus, une tâche qui dépasse leurs forces.

« Désormais, l'initiative seule du courage, du désespoir, du patriotisme et de la science peut sauver la France et Paris. Que les hommes de cœur se lèvent; que tous courent à l'ennemi ! Les femmes, les vieillards, les enfants eux-mêmes resteront à la garde des remparts, et nous retrouverons tous la grande âme révolutionnaire qui sut vaincre en d'autres temps, qui nous fera vaincre encore.

« Nous adjurons toutes les femmes qui aiment leur patrie de s'unir à nous et d'user de leur influence pour susciter autour d'elles l'énergie de tous les citoyens.

« André Léo, E. RAYNAL. »

qu'à négocier, au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes.

« Ils se sont refusés à la levée en masse.

« Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains.

« Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre.

« Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer, ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes.

« Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance; ils n'ont su rien prévoir : là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère; on meurt de froid, déjà presque de faim : les femmes souffrent; les enfants languissent et succombent.

« La direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but; luttés meurtrières sans résultats : insuccès répétés, qui pouvaient décourager les plus braves; Paris bombardé. — Le gouvernement a donné sa mesure; il nous tue. — Le salut de Paris exige une décision rapide. — Le gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra l'ORDRE, — comme Bonaparte avant Sedan.

« Si les hommes de l'Hôtel de ville ont encore quelque patriotisme, leur devoir est de se retirer, de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance.

« La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple, son seul recours contre la mort.

« Toute adjonction ou immixtion au pouvoir actuel ne serait rien qu'un replâtrage perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. — Or, la perpétuation de ce régime, c'est la capitulation, et Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement encore et toujours la famine, mais la ruine de tous, la ruine et la honte ! — C'est l'armée et la garde nationale transportées prisonnières en Allemagne, et défilant dans les villes sous les insultes de l'étranger; le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris : voilà ce que nous prépare l'impéritie ou la trahison.

« Le grand peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il, dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang ? — Non !

« La population de Paris ne voudra jamais accepter ces misères et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permet-

tront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

« Réquisitionnement général. — Rationnement gratuit. — Attaque en masse.

« La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre, continuées de l'empire, sont jugées. *Place au peuple ! Place à la Commune !*

Les délégués des vingt arrondissements de Paris,

Adoué, Ansel, Antoine Arnaud, J.-F. Arnaud, Edm. Aubert, Babick, Baillet père, A. Baillet, Bedouch, Ch. Beslay, J.-M. Boidard, Bonnard, Casimir Bouis, Léon Bourdon, Abel Bousquet, V. Boyer, Brandely, Gabriel Brideau, L. Caria, Caullet, Chalvet, Champy, Chapitel, Charbonneau, Chardon, Chartini, Eugène Chatelain, A. Chaudet, J.-B. Chautard, Chauvière, Clamousse, A. Claris, Clavier, Clémence, Lucien Combatz, Julien Conduché, Delage, Delarue, Demay, P. Denis, Dereux, Durins, Dupas, Duval, Duvivier, R. Estieu, Fabre, F. Félix, Jules Ferré, Th. Ferret, Flotte, Fruneau, C.-J. Garnier, L. Garnier, M. Garreau, Gentilini, Ch. Gérardin, Eug. Gérardin, L. Genton, Gillet, P. Girard, Giroud-Trouillier, J. Gobert, Albert Goullé, Grandjean, Grot, Henry, Fortuné Henry, Hourtoul, Alph. Humbert, Jamet, Johannard, Michel Joly, Jousset, Jouvard, Lacord, Lafargue, Laffitte, A. Lallement, Lambert, Lange, J. Larmier, Lavorel, Leballleur, F. Le maître, E. Leverdays, Armand Lévy, Lucipia, Ambroise Lyaz, Pierre Mallet, Malon, Louis Marchand, Marlier, J. Martelet, Constant Martin, Maullion, Léo Mellet, X. Missol, D^r Tony Moilin, Molleveux, Montelle, J. Montels, Mouton, Myard, Napias-Piquet, Emile Oudet, Parisel, H. Piednoir, Péréve, D^r Pillot, Pindy, Martial Portalier, Puget, D. Th. Régère, Retterer aîné, Aristide Rey, J. Richard, Roselli-Mollet, Edouard Roullier, Benjamin Sachs, Sainson, Th. Sapia, Sallée, Salvador Daniel, Schneider, Seray, Sicard, Stordeur, Tardif, Treillard, Tessereau, Thaller, Theisz, Thiollier, Tridon, Urbain, Viard, Ed. Vaillant, Jules Vallès, Viellet.

Cette affiche, qui répondait à une note du gouvernement promettant, à la date du 1^{er} janvier, de *maintenir l'ordre avec énergie*, n'eut que peu d'effet sur Paris qui n'eut point le temps de la connaître. Elle agit seulement sur les quartiers de Montmartre et de Ménilmontant, où la population était profon-